



Pour le maintien des régimes de télétravail !

Déclaration des élus CFDT – CFTC – CGT au CSEC du 3 juillet



Les élus de l'intersyndicale ont fait la déclaration suivante à la direction lors de l'ouverture de la réunion du CSEC du 3 juillet :

L'annonce brutale de la volonté de la **direction de réduire à un seul jour de télétravail maximum par semaine**, communiquée par simple mail aux salariés le jeudi 19 juin matin, a **plongé l'ensemble des équipes dans la stupeur, l'angoisse et la colère.**

Sans la moindre discussion préalable, sans concertation avec les représentants du personnel, la direction – par la voix de Slawomir Krupa – annonce **une mesure unilatérale, drastique, qui fait fi non seulement de l'accord, des engagements pris, mais aussi de la réalité vécue par les salariés.**

Cette décision, imposée sans dialogue, intervient dans un contexte où **le baromètre social est au plus bas**, et vient **ébranler un peu plus la confiance – déjà fragile – des salariés envers leur employeur.** Elle est **en totale contradiction avec les engagements affichés en matière de QVCT et de RSE**, pourtant largement mis en avant par la Société Générale.

Nombre de collègues surmontent une charge de travail très élevée, ou ont parfois accepté des mobilités internes contraignantes en intégrant dans leur équilibre de vie les deux ou trois jours de télétravail jusque-là en place. Ce compromis, souvent difficile mais accepté dans un esprit de responsabilité, est aujourd'hui balayé d'un revers de main.

Pire encore : la mesure va à l'encontre des discours tenus depuis plusieurs années par les lignes managériales et RH, qui ont activement promu le télétravail comme un levier d'attractivité, de fidélisation, et de bien-être au travail et à l'encontre du principe de conciliation vie privée, vie professionnelle. Les réorganisations dans les activités des services centraux et Vision 2025 ne sont même pas encore achevées que la direction fait déjà machine arrière sur l'un de ses piliers structurants.

Les mots que nous entendons quotidiennement de la part des salariés que nous représentons sont clairs et lourds de sens : trahison, déception, colère. **Comment ne pas se poser la question de la réelle finalité de cette mesure ?** Cette décision est une provocation pour nos collègues poussés à bout et qui fait courir un risque psychosocial extrêmement élevé. Beaucoup trop élevé pour que nous l'acceptions ! D'autant que les salariés ont largement exprimé leur opposition lors de la journée de grève du 27 juin et participent actuellement à l'opération « Tous sur site ! ».

Nous, élus CFDT, CFTC et CGT, contestons fermement cette décision et exigeons que la direction retire son oukase. Il ne repose sur aucun élément concret quant à la productivité, aux aspects immobiliers, à la difficulté de pourvoi de certains postes et à la soutenabilité de certaines organisations du travail.

Non au fatalisme et à la résignation !

C'est maintenant qu'il faut agir !